



FO ÉNERGIE ET MINES

60 Rue Vergniaud

75013 PARIS

Tél. : 01 44 16 86 20

Fax : 01 44 16 86 32

Monsieur Philippe de Ladoucette
Président de la Commission de Régulation de
l'Energie
15 rue Pasquier
75008 Paris

Paris, le 9 septembre 2016

Lettre Recommandée avec AR n° 2C 086 921 5270 0

N/réf. : 1716 – VH/NA

Objet : Consultation publique sur le TURPE 5

Monsieur le Président,

Dans un rapport récent (Rapport Mézard d'octobre 2015), le Sénat soulignait que « les autorités administratives indépendantes (AAI) déterminent une véritable politique publique sur le secteur régulé » et déplorait que « le transfert de pouvoir aux AAI ne soit assorti d'aucun transfert de responsabilité politique devant le Parlement car le Gouvernement, dépossédé de sa compétence, renvoie allègrement aux décisions d'une AAI sur laquelle les parlementaires ont une prise réduite. ».

L'attitude de la CRE particulièrement par rapport à Enedis, illustre jusqu'à la caricature cette attitude.

On a déjà eu droit, il y a quelques semaines à une pression inacceptable de la CRE, ce qui aboutit au changement de nom d'ERDF, quelques mois à peine après qu'ait été déjà imposé le changement de logo. Ceci intervenant au moment où le groupe EDF est en difficultés et où celui-ci perd des parts de marché, chacun peut voir là une attitude totalement à charge contre EDF mais aussi contre le service public. On reste confondu devant une telle attitude qui empiète sur le rôle du pouvoir politique et donc des élus de la République qui n'ont jamais demandé une telle modification.

On pouvait penser que cette mesure imposée en réalité à ERDF allait marquer une pause dans la remise en cause du service public de distribution de la part de la CRE.

Force est de constater qu'il n'en est rien. Bien au contraire, la proposition de Turpe 5 représente une attaque sans précédent.

Nous constatons d'abord que la CRE a continué à utiliser le même cabinet luxembourgeois Schwartz qui s'était déjà distingué par une attitude complètement à charge sur le dossier ATRD 5. Nous sommes étonnés d'un tel choix qui ne peut s'expliquer que par le fait qu'il délivre dans ses conclusions les résultats attendus par la CRE.

Sur le fond, ensuite, nous constatons que la proposition tarifaire ignore totalement le fait que le distributeur est devenu un acteur majeur de la transition énergétique, ce qui implique qu'il dispose des moyens nécessaires pour remplir ces missions.

Or, la proposition de la CRE conduirait, si elle était retenue, à un plan drastique de réduction d'emplois (puisque les gains de productivité exigés sont de 2,9 %,) à une remise en cause d'investissements et à une dégradation de la qualité de service. Elle affaiblirait dangereusement Enedis par rapport aux collectivités locales dans une période où les efforts d'Enedis en ce domaine portaient leurs fruits. On se demande donc si ce n'est pas là l'objectif réel de cette proposition pour aboutir à une remise en cause du monopole de distribution.

Faut-il rappeler qu'Enedis raccorde 95% des ENR, lesquelles sont en forte croissance, qu'il y a chaque année entre 300.000 et 400.000 raccordements sans oublier l'enjeu central que constitue le déploiement de Linky ?

Proposer dans ces conditions une évolution du Turpe qui aboutit à une stagnation voire une baisse des revenus du distributeur est totalement inconcevable.

Nous notons d'ailleurs que, pour arriver à ce résultat, tous les arbitrages faits par la CRE l'ont été au détriment des distributeurs : il en va ainsi du choix systématique des fourchettes basses, du traitement différencié par rapport à RTE sur les conséquences du contentieux sur le RAG, ce que rien ne justifie, de l'absence de prise en compte des dépenses non faites ainsi que de l'évolution du Fonds de péréquation de l'électricité, de la réduction très violente de charges d'exploitation.

Sur les charges de capital, nous notons le refus de la CRE de prendre en compte la volonté du législateur au travers de l'article 153 de la LTE, ce qui est tout de même surprenant. On aimerait en connaître les raisons.

Nous voulons aussi souligner que là encore, les choix effectués sont pour la plupart contestables. Il en va ainsi du périmètre des capitaux propres régulés, lequel ne prend en compte l'intégralité des passifs de concession, de la proposition du niveau de taux sans risque qui ne prend pas en compte le cycle particulièrement long des actifs gérés par Enedis, du spread de dettes qui est nul alors qu'il est de 0,6 % pour l'ATRD 5, du Bêta de l'actif qui est différent de celui retenu pour le gaz.

Que dire enfin de la prétendue régulation incitative ! Les propositions sont complètement déséquilibrées et font courir un risque financier conséquent à Enedis.

Monsieur le Président, nous aimerions connaître les raisons de cette précipitation pour élaborer le Turpe 5 alors même que le Turpe 4 ne cesse de produire des effets que fin 2017. Nous demandons au contraire de prendre le temps nécessaire d'une concertation approfondie, incluant les représentants des salariés.

Vous l'avez compris, ce projet constitue pour les personnels une attaque frontale contre le service public d'électricité que représente Enedis et nous vous demandons de reprendre complètement cette copie qui est totalement inacceptable.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Vincent HERNANDEZ
Secrétaire Général

